

Le Califat, Le Hejaz et l'Etat-nation saoudi-wahhabite - Sheikh Imran Hosein

INTRODUCTION

L'une des caractéristiques essentielles de la religion en l'Islam est l'insistance sur le fait que lorsqu'un peuple reconnaît Allah Le Très Haut comme "souverain" (al-Malik), ce peuple doit veiller à ce que l'État et toutes ses institutions se soumettent à l'autorité suprême d'Allah et à la loi suprême. Si l'État [laïque], au lieu d'Allah, est reconnu comme souverain, et qui est l'essence même de la laïcité, l'Islam déclare cela comme étant du Shirk (association), ce qui est le plus grand péché possible. Aujourd'hui, l'État moderne et laïque est mondialement reconnu comme souverain. Son autorité est reconnue comme souveraine, ainsi que sa loi. Et donc, aujourd'hui, l'humanité est dirigée par un Shirk politique mondial. Il s'agit, en fait, de l'un des signes majeurs que nous vivons maintenant dans l'âge du Dajjal : le faux Messie, ou l'antichrist, qui trompe l'humanité adorant autre qu'Allah Le Très-Haut. Il, Dajjal, est le cerveau de l'ordre mondial actuel sur lequel le Hadith déclare que 999 sur 1000 entrera dans le feu de l'enfer. Mais même les musulmans ne semblent pas au courant de cela. Quand les musulmans ont reconnu Allah comme Souverain, ils n'ont jamais reconnu la constitution, le parlement, la cour suprême, gouvernement, etc, comme souverain. La souveraineté d'Allah implique la suprématie de la religion de l'Islam et en particulier, la loi sacrée, ou charia. L'institution du califat symbolisait la suprématie de l'Islam sur l'État et sur la vie publique. Le calife, qui était connu sous le nom de Ameer ou Imam, était à la tête de la Jamaah, de la communauté des musulmans. Ils se sont portés allégeance envers lui à travers l'institution de bai'ah. Le territoire sur lequel cette Jama'a se trouvait a été désigné Dar al-Islam. Il en est ainsi désigné parce que l'émir avait la liberté et le pouvoir de faire appliquer le droit sacré d'Allah dans ce territoire. La civilisation euro-chrétienne a également été fondée sur la reconnaissance de la souveraineté divine. Dans cette civilisation, cependant, c'est l'Eglise qui a été reconnue comme représentant de Dieu sur la terre, et l'État est donc subordonnée à l'Eglise. Mais l'Europe a connu un conflit entre la religion et l'État qui a abouti à la défaite de l'Eglise. La conséquence fut que l'Europe a connu une telle transformation révolutionnaire des fondements mêmes de la civilisation que l'État et la politique ont été sécularisés. Le dernier chapitre du conflit, qui a scellé le sort de la religion en Europe et qui a présenté une civilisation essentiellement athée, a été les révolutions américaine, française et bolchévique. La sphère de la religion a été réduit à chaque groupe et par culte, et le pape et le christianisme européen ont été exclus en tant qu'acteurs dans la conduite de l'Etat. Dieu n'était plus reconnu comme souverain (Al-Akbar). Au lieu de cela, dans le nouveau modèle d'État laïque, ce sont les gens qui sont devenus souverains. L'État est désormais al-akbar. Pour l'Europe : la laïcité; et pour l'Islam : le Shirk, le plus grand de tous les péchés! Il est étrange que le christianisme européen n'ait pas mis en place une grande lutte contre la destruction du modèle d'un Etat sacré créé par les prophètes David et Salomon (la Paix soit sur eux). Après le nouveau modèle européen d'une laïcité d'État et d'une société sans Dieu, l'Europe a alors lancé une croisade pour transformer le monde entier et pour le remodeler. Le reste du monde a été colonisé ou a perdu l'essentielle de sa liberté. Et finalement, le monde non-européen a également été sécularisé et rapidement réduit en une société sans Dieu. Cela comprenait le monde de l'Islam. En fait, le monde de l'Islam a été la cible privilégiée de l'Europe sans Dieu. Le processus de réduire le monde de l'Islam en une société niant Dieu a commencé avec la sécularisation de la vie publique. L'Empire ottoman était la cible. Il devait être détruit. Mais il ne pouvait pas être détruit tant que le Califat restait une institution puissante de l'unité musulmanes. Mais le califat devait être détruit. La destruction de l'Empire ottoman, qui a été effectué durant la Première Guerre mondiale, a abouti à l'émergence de l'Etat laïque de la Turquie. Le gouvernement a été constitué nationalistes sécularisés et occidentalisés turcs, qui ont travaillé main dans la main avec un mouvement " sous-terrain " juif. Ils ont d'abord réduit le Califat à un bureau qui ressemblait à celui du pape, puis supprimé. Mais le processus de sécularisation dans le monde de l'Islam a été scellé lorsque le Hejaz, en vertu de la règle d'Abdul Aziz ibn Saoud, a également rejoint Mustafa Kamal (Ataturk) dans le rejet de la suprématie de l'Islam sur l'État. Et saoudite, bastion de l'Islam, a également adopté le modèle d'un État laïque. La naissance de l'État de l'Arabie Saoudite a coïncidé avec la destruction de la Dar al-Islam qui avait été établie par le

Prophète (Paix et bénédictions d'Allah soient sur lui). Quand le Hejaz était Dar al-Islam, tous les musulmans avaient le droit d'entrer sur ce territoire, il n'y avait pas besoin d'un visa. Il n'y avait pas une telle chose que cette souveraineté saoudienne. Il n'y avait pas une telle chose comme cette citoyenneté saoudienne. Le droit d'entrer dans toute zone du Dar al-Islam était l'un des droits que les musulmans avaient, comme le droit de résider dans le Dar al-Islam, ils n'avaient pas besoin de carte de séjour, ils avaient le droit de chercher des moyens de subsistance dans Dar al-Islam, ils n'avaient pas besoin d'un permis de travail, etc... La naissance de l'État de l'Arabie saoudite a abouti à la négation et l'élimination éventuelle de tous les droits des musulmans. La destruction du Califat et l'émergence de l'État de l'Arabie Saoudite ont été les événements qui ont changé la face même du monde de l'Islam, de telle manière que cela s'est traduit par un retour à la période pré-Hijri de la civilisation islamique. Aujourd'hui, Dar al-Islam existe nulle part dans le monde. Il serait, croyons-nous, correct d'affirmer que la différence fondamentale qui existe entre pré-et post-Hijri a été la création par le Prophète - saws - de Dar al-Islam (l'Islam de l'ordre public) à Médine. Mais le monde de l'Islam, comme le reste du monde non-européen, a aujourd'hui été intégré dans un système constitué de laïcité et de matérialisme dans l'organisation politique. En conséquence, Dar al-Islam n'existe plus aujourd'hui, pas même à La Mecque et Médine. Nous sommes donc en droit de conclure que le monde de l'Islam a en effet été renvoyé, dans son existence collective en tant que Ummah, en pré-Hijri. La civilisation islamique semble désormais entrer dans l'ère post-califat de son histoire. Et, comme elle était à la Mecque il y a quatorze siècles, la communauté musulmane dans le monde entier, est aujourd'hui soumise à un ensemble global Jahiliyah dominant le monde. Ce Jahiliyah est, bien sûr, moderne, post-chrétienne occidentale et d'une civilisation laïque et matérialiste. C'est peut-être avec une référence particulière à cet âge que le Prophète de l'Islam (saws) a dit : " Quiconque meurt sans avoir connu [l'institution de] Baiy'ah (serment d'allégeance de la Ummah envers un leader/Imam) a certainement une mort de jahiliyah ", c-à-d : un décès dans une époque de jahiliyah pré-Hijri. Ce hadith du Prophète - saws - a été considéré comme authentique et d'une importance primordiale. Il a été utilisé par Al-Azhar pour justifier l'appel à une conférence internationale au Caire sur le califat islamique qui répondrait de manière appropriée à la décision de la Grande Assemblée nationale turque, en Mars 1924, d'abolir le califat. La Conférence elle-même, qui a eu lieu en 1926, a adopté des résolutions qui intègre cette déclaration du Prophète - saws - et ce qui a affirmé la nécessité d'établir le Califat, et par conséquent, la République islamique pour l'ordre public du monde musulman. Le défi que doit relever la Oumma aujourd'hui, est clair et net : c'est d'essayer de répéter le mouvement original de la Oumma et, par conséquent, le voyage de La Mecque à Médine, une fois de plus. En faisant cela, la Oumma re-réalise la mise en place de Dar al-Islam. Si cette Oumma est toujours prête à rétablir la suprématie de l'Islam sur l'État dans le monde musulman, il est impératif que les musulmans soient au courant de l'histoire de l'effondrement du califat et de son remplacement, au coeur de l'Islam, par le profane État-nation wahhabite en Arabie. Cette étude est d'une importance stratégique parce que les ennemis qui ont détruit le califat ont désormais leur yeux rivés sur le Hajj. Le Hajj a été effectué sans interruption depuis qu'il a été établi par le Prophète Abraham - as, il y a des milliers d'années. Le pèlerinage a continué même quand Saoud a embrassé l'idolâtrie. Les ennemis de l'Islam ont désormais comme objectif suprême, à long terme, la fin du pèlerinage à La Mecque. Abou Saïd al-Khoudri a rapporté un hadith du Prophète - saws - dans lequel il (le Prophète) déclare : " Les gens vont continuer à accomplir le Hajj et la Omra à la Ka'aba, même après l'apparition de Y'aj?j et M'aj?j ([Gog et Magog](#)). " Shu'ba a rapporté aussi : " L'Heure (dernier) ne sera pas établie jusqu'à ce que le pèlerinage à la Ka'ba soit abandonné. " (Bukhari) Notre étude sur le sujet nous a amenés à conclure que l'objectif d'arrêter le Hajj est désormais à la portée des ennemis de l'Islam. Tout ce qui est nécessaire pour que le but soit atteint est que la mosquée Al-Aqsa soit détruite. L'État Juif d'Israël peut le faire à tout moment. C'est juste une question de moment opportun. Le régime actuel en Arabie a habilement été entraîné dans une position non-réversible vis-à-vis de l'État juif. La destruction de la mosquée al-Aqsa se traduira par une plus grande opposition aux Saoudiens. Ils ne seront pas en mesure de contrôler la rage que les musulmans vont exprimer même lors du Hajj. Et pourtant, même si elle est considérée comme incapables de contrôler le Hajj, l'opposition interne au sein de l'Arabie Saoudite va utiliser efficacement le Hajj pour déstabiliser le régime. C'est le scénario qui poussera probablement les Saoudiens à arrêter le pèlerinage, cela afin de préserver leur domination. Si le monde de l'Islam venaient à perdre le Hajj, après avoir perdu le califat, il constituerait une nouvelle étape massive de retour à la jâhilîya de pré-Hijri Mecque. Notre situation en matière de sécurité va devenir tout aussi précaire qu'elle était en pré-Hijri. Seuls les plus forts survivront probablement à cette épreuve terrible ! Que pouvons-nous faire ? La

première étape possible est de prendre pour contre-stratégie l'étude de l'Histoire et l'analyse critique de cette période où le califat a été perdu. C'est ce que nous essayons de faire dans ce livre.

CHAPITRE PREMIER

La diplomatie britannique a attaqué le califat d'Allah, le Tout-Puissant, car la religion de l'Islam parachevée avec le Prophète Muhammad - saws, pouvait établir sa suprématie sur tous ses rivaux. Cela nécessite la présentation préalable à la Oumma, de la suprématie de l'Islam, tant dans la vie privée que publique des musulmans. Le siège du califat a fonctionné comme le symbole ultime de l'Islam comme une force dominante dans la vie publique. Sans le califat dans le monde, l'Islam n'aurait jamais gouverné. Et il y avait un lien permanent entre le califat et le contrôle des Haramain, c'est à dire, les territoires sacrés de la Mecque et Médine. Toute personne qui réussirait à rompre ce lien paralyserait l'institution du califat et, à terme, rendrait le monde musulman impuissants ! Durant ces 1 400 années de l'histoire de la Oumma du Prophète Muhammad, personne n'a jamais pu être nommé au Califat, ou a eu sa nomination légitimée par la Baiy'ah, ou un serment d'allégeance des musulmans, une telle personne n'a jamais eu le contrôle effectif, ou la capacité d'exercer un contrôle sur le Hedjaz en général et la Haramain en particulier. Le siège du Califat, et l'autorité au cours de la Haramain, ont pourtant toujours été indissociables dans la conscience politico-religieuse de la Oumma. Le lien indissociable avait aussi un fondement dans la charia, dans la mesure où le pèlerinage était une institution également obligatoire à tous les membres de la Oumma, et le Hajj impliquait un voyage physique au Hedjaz. Personne ne peut donc être reconnu chef suprême des musulmans sans l'autorité ni les moyens d'exercer la responsabilité de l'organisation et de l'administration du Hajj. Et bien entendu, pour la liberté et la sécurité des pèlerins, il est nécessaire de contrôler le Hedjaz. En conséquence, même lorsque le siège du califat a été transférée du Hedjaz à Koufa (Irak), à Damas, à Bagdad, au Caire puis à Istanbul, le khulafa (Calife) a toujours pris le plus grand soin à maintenir l'autorité et le contrôle sur le Hedjaz. Ce principe a continué sans interruption jusqu'à la chute de l'Empire Ottoman Islamique lors de la Première Guerre mondiale.

Maintenant, les ennemis de l'Islam prêtent une attention immense à l'étude et la compréhension du lien entre le califat (l'Islam comme puissance mondial) et le contrôle des Haramain, ils planifient leur stratégie diabolique afin d'abaisser l'Islam et de le réduire en une foi personnelle et privée, sans aucune autorité sur la vie publique. En d'autres termes, ils ont planifié leur stratégie pour séculariser l'Islam et pour pousser les musulmans à un mode de vie athée. Si la civilisation occidentale n'a jamais réussi à vaincre et contrôler l'Islam, en intégrant l'ensemble du monde de l'Islam dans le nouvel ordre laïc mondial qui a été créé par l'Occident, la stratégie exige toujours que Hedjaz soit soumis à l'influence occidentale, afin que le califat puisse être définitivement éliminé. Tant que la possibilité [ou l'espoir] d'un califat survit, il restera toujours un mal aux yeux de l'Occident... L'Islam pourrait toujours être mobilisé dans une force de combat efficace. Il y a un lien indissociable entre "pouvoir" et le califat de l'Islam! Les Britanniques, conscients de l'importance primordiale du Hedjaz et de l'Haramain, de la légitimité et de la survie du califat ottoman, ont concentré leur diplomatie de la Première Guerre mondiale pour arracher le Hedjaz en prenant contrôle du calife ottoman. Ceci a été réalisé lors de Sharif Hussein, le chérif ottoman nommé de La Mecque et arrière grand-père de l'actuel roi de Jordanie Hussein, qui a été induit avec succès par les Britanniques, à la rébellion contre le calife ottoman, puis invité à établir sa propre autorité sur le Hedjaz en vertu du pacte de protection britannique.

En 1916, pendant la Première Guerre mondiale, le calife ottoman a perdu le contrôle de La Mecque et Djeddah. Son contrôle sur Médine a été maintenue pendant toute la guerre et ne prit fin qu'en 1919, lorsque certaines troupes ottomanes dans la ville de Médine ont été amenés à se rebeller contre leur chef héroïque, Fakhri Pacha. Après le calife ottoman ait perdu le contrôle de l'Hedjaz, le califat a été tellement mutilé qu'il s'attardait à Istanbul pour simplement quelques années de plus, avant qu'il ne s'effondre. Et ce fut un succès vraiment remarquable de la diplomatie britannique. En 1919, les troupes britanniques, sous le commandement du Général Allenby, s'emparèrent de Jérusalem. Il est intéressant de noter qu'Allenby, en entrant dans la ville-sainte, a déclaré : " Les croisades sont enfin terminées ". S'il y avait encore le moindre doute du danger que l'Islam représentait pour la diplomatie britannique dans la péninsule arabique, cette déclaration d'Allenby aurait dû mettre à plat ces doutes. Qu'est-ce Allenby voulait-il dire ? Que l'Islam était désormais un tigre sans dents et que son destin serait maintenant de rester impuissant et, par conséquent, incapables de répondre à la perte de Jérusalem dans la manière dont [Salâh Ad-Dîn](#) avait répondu quand Jérusalem était prise par les croisés. Des Arabes avaient combattu au côté d'Allenby à Jérusalem arracher à

la loi du calife ottoman. Ces Arabes attendaient maintenant de ravager la carcasse par la victoire britannique sur Istanbul. Ils convoitaient les lieux du Hedjaz, mais il était encore nécessaire d'attendre et de voir si le calife ottoman serait capable de retrouver la force nécessaire afin de réimposer son autorité sur le Hedjaz. Lorsque, le 3 Mars 1924, le califat ottoman fut aboli, il est devenu évident qu'il n'y avait plus danger. Et c'est précisément ce jour-là que les clients de la Grande-Bretagne ont commencé à se disputer la carcasse. Le 7 Mars 1924, Sharif al-Hussein revendiquait pour lui-même le califat. Son titre le plus important était qu'il exerçait de facto un contrôle local sur le Hedjaz. Il peut aussi se vanter d'être hachémite et même d'appartenir au clan Banu Hashim, clan de la tribu des Quraysh à laquelle le Prophète Muhammad lui-même était lié. C'est avec ce poids parmi les oulamas que le Cadi de Transjordanie rapidement accepté la revendication et reconnu Hussein comme calife. Ses titres de compétences étaient d'une valeur douteuse aux yeux des masses musulmanes, mais ce qui a pesé lourd dans la puissance politique de la péninsule, c'est que le Chérif était un allié de la Grande-Bretagne, la super-puissance de la journée, et avait reçu un soutien financier considérable, un soutien diplomatique et un soutien militaire de la Grande-Bretagne dans sa révolte contre l'autorité ottomane dans le Hedjaz. En revendiquant pour lui-même le califat, Chérif Hussein a commis l'erreur monstrueuse de ne pas d'abord obtenir l'autorisation de la Grande-Bretagne. Chérif Hussein avait violé la règle de conduite de base pour son client allié. La Grande-Bretagne allait-elle réagir ? Maintenant, la diplomatie britannique dans Jaziratul arabes (la péninsule arabique) est multi-dimensionnelle et encore intégrée. Il y avait, tout d'abord, l'objectif d'arracher le contrôle de la Haramain du calife. Le but était d'affaiblir sa légitimité, et donc son influence et son contrôle sur le reste du monde de l'Islam, et ainsi de faciliter la défaite des Ottomans dans une guerre mondiale. En second lieu la Grande-Bretagne voulait un régime ami aux commandes du Hedjaz, afin qu'elle puisse mieux manipuler la politique de la péninsule. Enfin, la politique de la péninsule et la défaite des Ottomans ont été stratégiquement liées aux efforts du sionisme de forger un consensus diabolique avec l'Angleterre dans la poursuite de la création d'un Foyer national juif en Palestine. Et cette diplomatie intégrée a finalement été clair avec l'accord Sykes-Picot de 1916 et la Déclaration Balfour de 1917. Les "super-puissance" (du jour) et le soi-disant "peuple élu" seraient donc contraint d'embrasser une des conséquences capitales pour eux et pour le reste de l'humanité. L'objectif de la diplomatie infiltrée a été de démanteler l'ensemble des lois public islamique de manière à rendre l'Islam impuissante face au dessein sioniste. Déjà, en conséquence directe de la pression européenne, les institutions islamiques intrinsèquement liées à l'ordre public avaient commencé en 1855, à être aboli dans l'Empire ottoman islamique, par Ahl al-Dhimmah et d'al-Jizyah. L'attaque contre l'institution du califat a été, par conséquent, un besoin vital pour que l'objectif ultime euro-juive soit atteint. Il était très clair pour les Britanniques et les sionistes, qu'un Foyer national juif (l'État juif d'Israël) ne pouvait être établie dans la région musulmane de Palestine, et ne ils ne pouvaient espérer y parvenir aussi longtemps que le monde de l'Islam avait un pouvoir " Khilafah " mobilisant de formidables ressources et une ferveur religieuse administrable en temps de guerre. Et le contrôle de l'Hedjaz, qui a été d'une importance primordiale dans la politique de la péninsule, était une question pour laquelle la diplomatie britannique avait une attention suprême. Mais la revendication du califat par le hachémite, Sharif al-Hussein, était incompatible avec les objectifs diplomatiques de la Grande-Bretagne, car il était toujours possible que cette revendication réussisse. Sharif al-Hussein aurait alors pu mobiliser le monde de l'Islam pour rétablir la République islamique de l'ordre public et Pax Islamica dans le coeur puissant de l'Islam, et ainsi de constituer une menace pour l'influence britannique et le contrôle sur de grandes parties de Dar al-Islam. Un monde de l'Islam revitalisé aurait également rendu le contrôle juif sur la Palestine et Jérusalem, impossible. Ainsi, la Grande-Bretagne a donné sa bénédiction à l'autre client de la péninsule, Abd al-Aziz Ibn Saoud, pour agir contre Hussein et lui arracher le contrôle du Hedjaz. Voilà l'art parfait de la double hypocrisie. Un client a été utilisé pour éliminer un autre client. La Grande-Bretagne avait gagné l'amitié d'Ibn Saoud en s'alliant pendant la guerre, et comme d'habitude, a l'aide d'une diplomatie financière (à savoir, la corruption). Ibn Saoud a reçu une somme mensuelle de 5000 livres sterling par le Trésor britannique en échange de sa neutralité bienveillante dans la rébellion d'Hussein, l'imposition de l'état hachémite sur le Hedjaz, et les efforts diplomatiques et militaires au côté de la Grande-Bretagne dans la péninsule à l'encontre de la République islamique de l'État Ottoman. Il a diaboliquement rationalisé cette violation manifeste contre l'ordre d'Allah - Le Très-Haut - et de Son Prophète (saws), en expliquant l'écart de la corruption comme Jizyah. " Vous n'avez d'autres alliés que Dieu, Son messenger, et les croyants qui accomplissent la Prière, s'acquittent de l'Aumône, et s'inclinent [devant Dieu]. " CORAN 5:51

La diplomatie britannique à l'égard d'Ibn Saoud s'est réalisée à des fins d'une importance stratégique beaucoup plus grande que la simple neutralité bienveillante dans la guerre et la disposition de l'imprudent Hussein Sharif. Ibn Saoud avait un potentiel bien plus grand que la Grande-Bretagne à exploiter, à la suite des réclamations de chérif Hussein pour le califat. Ce pouvoir saoudien dans le Nedjd, qui a surgi avec la prise de Riyad en 1902, a été le produit d'une ancienne alliance entre un chef de tribu et le chef religieux de la secte wahhabite puritaine et " fanatique ". Cette alliance assurait que les descendants du chef tribal exercent un pouvoir politique sur le territoire et que les affaires religieuses soient soumises à l'autorité des descendants de ce chef religieux. En conséquence, il était inévitable que les Saoudiens Najdi seraient sous la pression des wahhabites cherchant par la force, à soumettre les cœurs en terre d'Islam (le Hedjaz), au fait que la vision wahhabite serait la vraie foi. La Grande-Bretagne n'était que trop heureuse de donner le feu vert à Ibn Saoud pour déplacer ses forces contre Hussein quatre jours après qu'il se soit autoproclamé calife. Ibn Saoud était impatient de se retourner contre Hussein, car, aussi étrange que cela puisse paraître, le contrôle juif sur Jérusalem et le contrôle wahhabite sur Hedjaz avaient une face similaire. Les Britanniques veillaient maintenant à ce que les wahhabites saoudiens, régner sur le Hedjaz et que le Califat ne réapparaisse pas. Les Britanniques avaient en outre calculé, que sans le Califat islamique le monde de l'Islam serait si affaibli qu'il ne pourrait jamais se mobiliser pour empêcher la création de l'État juif d'Israël. La Grande Bretagne savait aussi que les wahhabites, seuls, ne pourraient revendiquer le Califat avec un calife wahhabite et que cela serait toujours totalement inacceptable pour l'écrasante majorité des musulmans du monde entier. Par le retrait d'Hussein et le soutien à Ibn Saoud, la Grande-Bretagne poursuivait ses attaques incessantes contre l'institution du Califat islamique et la théocratie de l'ordre public. En quelques mois, Ibn Saoud a réussi à conquérir la Mecque, et Hussein [et ses partisans] ont fui vers Jeddah. Les Britanniques sont finalement intervenus pour le retirer physiquement de la péninsule en lui offrant un confortable exil à Chypre. Et bientôt, Médine et Jeddah devenaient la propriété de l'Arabie-Wahhabite.

Plus d'un siècle plus tôt, cependant, l'alliance saoudo-wahhabite avait réussi à surmonter les défenses de Taëf et à La Mecque et il s'ensuivit un bain de sang étonnant. Les wahhabites, dans leur zèle fanatique, ont jugé qu'il était permis de tuer d'autres musulmans du Hedjaz. Le Calife à Istanbul obtint l'aide de Khédive (Égypte mamelouke), Muhammad Ali envoya une armée pour le Hedjaz, sous la direction de son fils Ismail. Les guerriers wahhabites saoudiens ont rapidement été chassés du Hedjaz vers le désert. Un siècle plus tard, cependant, il n'y avait pas de calife et tous les puissants groupes musulmans étaient sous la domination coloniale occidentale. Car Ibn Saoud jouissait de l'amitié et de la protection de la Grande-Bretagne, la super-puissance de la journée. Il n'y avait donc aucune possibilité, immédiate, de déloger les forces Arabes wahhabites de l'Haramain et du Hedjaz. Bien que Ibn Saoud agissait en toute sécurité aux commandes du Hedjaz, il était encore confronté à un problème vraiment formidable au début de son règne en 1924. Il a dû notamment élaborer une certaine stratégie qui pourrait permettre d'éviter la possibilité à long terme d'une répétition de la catastrophe qui avait eu lieu précédemment en Arabie-wahhabite. Il semblerait qu'il a d'abord pensé à une politique de conciliation avec les non-musulmans et une utilisation de son contrôle sur le Hedjaz pour faire avancer la cause de l'unité de la Oumma. Ainsi, peu de temps après la mainmise sur la Mecque et s'être assuré que les habitants du Hedjaz le reconnaissent en tant que sultan, il a émis une proclamation à l'ensemble du monde de l'Islam sur le fait que le Hedjaz, avec ses Haramain, appartenaient à tout le monde de l'Islam et que lui, Ibn Saoud, tenait les commandes du Hedjaz que comme une fiducie et au nom de l'ensemble du monde de l'Islam. Il a ensuite poursuivi en invitant tout le monde de l'Islam à envoyer ses représentants à la Mecque. Sur la base de la consultation (shura) et Ijma (consensus), une société juste, une administration efficace et représentative aurait pu être établie dans le Hedjaz. Cette annonce importante était entièrement compatible avec les dispositions de l'Ordre islamique public. Le Hedjaz était encore le Dar al-Islam établi par le Prophète. Il n'y avait encore aucune indication d'un État qui se prétendrait " souveraineté territoriale " sur le Hedjaz. Les droits des musulmans sur le territoire de Dar al-Islam étaient encore publiquement reconnus et respectés.

Mais malheureusement, ce souci d'unité du monde musulman et cette déclaration fervente concernant le statut du Hedjaz, ne représentaient pas les desseins réels de l'Arabie-Wahhabite sur le Hedjaz. Il s'agissait simplement d'un cas de " politique de l'opportunisme " conçu pour protéger l'Arabie-Wahhabite dans le sillage d'une initiative importante menée par Al-Azhar au Caire, peu de temps après l'abolition du Califat Ottoman. En effet, l'initiative Azhar avait des implications dangereuses pour les Ibn Saoud et de l'État d'Arabie-Wahhabite. Il constituait également une problématique, une " ombre au tableau " pour les sionistes

et la Grande-Bretagne. Al-Azhar a proposé de convoquer un congrès international Califat islamique (al-Mutamar Khilafah) au Caire, qui, entre autres, tentait de nommer un nouveau Calife dans le monde de l'Islam. Si les wahhabites étaient véritablement dévoués à l'Islam, ils auraient salué cet effort d'Al-Azhar pour assurer la conformité, l'exigence essentielle de la charia, à savoir, l'établissement d'un Califat authentique. Les wahhabites ont longtemps soutenu que le califat post-Rashidoun était invalide parce que, entre autres, le Califat n'était pas constituée d'une manière qui est conforme aux exigences de la charia. Maintenant, le Califat valide était possible, mais lors du congrès islamique international pour discuter de la question du Califat et de l'effet de la nomination d'un nouveau calife, les wahhabites n'étaient pas enchantés par cette initiative. Ils auraient du entendre les possibilités de coopération et participer de façon sérieuse afin d'assurer que le Califat véritable soit rétabli. Mais les wahhabites n'avaient pas un tel dévouement sincère à l'Islam. Leur attitude était une question de religiosité sélective, l'opportunisme, l'opportunisme et l'esprit de clocher. Les wahhabites savaient que le monde de l'Islam n'aurait jamais accepté un Calife wahhabite et, en conséquence, ils ont trouvé opportun de répudier une exigence essentielle de l'Ordre islamique publique. Ils ont mobilisé toutes leurs énergies à saboter le Califat possible lors du Congrès. Et leur stratégie a consisté à organiser un autre congrès rival à La Mecque au moment du pèlerinage de 1926. Cela signifiait que ce Congrès aurait lieu un mois après celui du Caire, ce qui rendait difficile pour les délégués d'assister aux deux conférences. La Conférence a donc été programmée pour coïncider avec le pèlerinage, et avec le soutien actif des Britanniques. De plus, ils ont exclues de l'ordre du jour du Congrès de la Mecque, la question du Califat. Cette tentative flagrante de saboter la Conférence du Caire et d'enterrer le Califat était une des preuves suffisamment que les pouvoirs wahhabites soi-disant défenseurs de la charia et de l'Islam sonnaient creux. La réponse du monde de l'Islam, à savoir le Congrès du Caire pour le Califat de Mai-Juin 1926 et le Congrès rival de La Mecque de Juillet 1926, est un sujet qui mérite une recherche sérieuse. Combien la diplomatie britannique a-t-elle participé à garantir, par exemple, que l'importante communauté musulmane de l'Inde soutenant le Califat ottoman jusqu'à créé un formidable mouvement, reste à l'écart du Congrès du Caire. Très peu de recherches ont été faites sur ce sujet.

Ce qui était clair, toutefois, c'est que dans cette rivalité qu'était ce Congrès de La Mecque, a remporté une victoire tactique, une victoire qui a des implications énormes pour la survie même de l'institution du califat. Ceux qui organisait le Congrès du Caire tenaient à assurer la conformité du système de l'Islam dans l'organisation politique. Mais ils ont été incapables d'articuler une conception de l'Ordre islamique (Dar al-Islam) avec la conception d'un ordre islamique international, qui aurait pu convaincre un monde de l'Islam sceptique. Ceux qui ont organisé le Congrès à La Mecque, d'autre part, ne voulaient pas, parce que des groupes d'intérêts. Et au lieu de ça, ils ont choisi d'accepter le système rival, l'organisation politique émergeant de la civilisation occidentale moderne, et qui venait de s'infiltré jusqu'au Califat Ottoman même, à savoir le système laïque d'État. C'est seulement dans un système d'État-nation que l'Arabie-Wahhabites pouvait gagner la reconnaissance et la légitimité de leur domination sur le Hejaz et d'assurer ainsi la survie de l'Etat saoudien. Ils camouflaient leurs véritables desseins et conspiraient pour duper le monde de l'Islam. Et leur succès dans ce jeu de tromperie a été amplement démontré dans le caractère représentatif du Congrès de La Mecque. La victoire stratégique du Congrès de la Mecque dans sa rivalité avec le Congrès du Caire a joué un rôle important, ouvrant la voie au reste du monde de l'Islam, a finalement suivre l'exemple de Mustafa Kemal et son modèle d'Etat laïque : la Turquie.

L'histoire du monde de l'Islam depuis 1924, a subi, d'une part, les maux injectés en continu dans le corps de la Ummah à travers ce système d'organisation politique étrangère et, d'autre part, des tentatives naïves, confuses et superficielles de reconstruire un nouvel ordre islamique public sur les fondements laïques d'un système d'État-nation. Ce qui est ressorti de ces efforts était une tentative d'"islamisation" et d'établir un "État islamique" au sein d'un système d'Etats-nations. Mais ces deux objectifs étaient infructueux car ils étaient, et sont encore, impossible sans le retrait de l'essentiel du système d'État-nation. Les Dr Muhammad Iqbal et Maulana Abul Ala Maududi se sont aventurés dans l'Ijtihad pour la reconstruction d'un Etat islamique sur l'ordre public durant l'après-califat. Leurs efforts ont abouti à la notion de "l'État islamique".

Malheureusement, les efforts pour établir l'État islamique a entraîné le système de l'Islam orthodoxe de l'organisation politique ou l'ordre public (c-à-d Pax Islamica et Dar al-Islam) dans l'obscurité totale. La conscience politique dans le monde de l'Islam étant gravement mise à mal, une immense confusion persiste jusqu'à nos jours.

CHAPITRE DEUX

a. L'effondrement du Califat ottoman et la montée de l'Etat-nation wahhabite en Arabie

De la façon dont le monde musulman a été préoccupé par la première guerre mondiale signifie qu'elle était beaucoup plus qu'une simple guerre européenne. Cette guerre a provoqué des bouleversements et des changements dans le monde de l'Islam sans précédent durant ses treize cents ans d'existence. Tout d'abord, la plus grande puissance musulmane et le siège du califat contemporain, l'Empire Islamique Ottoman, est entré en guerre au côté des puissances centrales. Bien que cette décision soulève encore quelques controverses car, jusqu'à la dernière minute, les dirigeants ottomans ont hésité à entrer en guerre, ou non, et si oui, de quel côté, il y avait des motifs pour spéculer sur un possible rôle anglo-sioniste dans l'affaire. Les dirigeants judéo-sionistes avaient fait un certain nombre d'efforts infructueux dans un accord avec le Calife pour le contrôle juif sur Jérusalem. Ils ont même proposé d'acheter la ville sainte. La Grande-Bretagne avait soutenu ces efforts juif et sioniste. Pour la Grande-Bretagne, les grands objectifs politiques et militaires étaient l'assujettissement du pouvoir de l'Islam (khilafah), la conquête de Jérusalem, et la création en Palestine d'un foyer national juif.

Les dirigeants ottomans prévisibles tentaient de mobiliser un soutien, pour leur effort de guerre, de l'ensemble du monde musulman. À cet égard, le 23 Novembre 1914, le cheikh al-Islam de l'État ottoman islamique a émis une fatwa et une proclamation déclarant le jihad à lutter contre les puissances alliées. La diplomatie britannique, toutefois, réussit à promouvoir et exploiter un nationalisme arabe dans la péninsule arabique comme un moyen efficace d'attaquer et d'affaiblir la formidable puissance de la fraternité islamique universel. Les arabes se révoltèrent donc contre la domination ottomane sur la base d'une offre britannique d'aide pour réaliser l'indépendance nationale. En moins de deux ans, après le début de la guerre, Sharif al-Husseïn, soi-disant "roi des Arabes", ferme allié des Britanniques, et grand-père du roi de Jordanie Hussein, avait réussi à se révolter contre l'autorité ottomane et a été s'installer en tant que roi du Hedjaz, au coeur des terres de l'Islam.

Après la perte des villes de La Mecque et Médine, l'appel pan-islamique du calife ottoman subi des dommages irréparables. Les Britanniques poursuivirent leur succès dans le Hedjaz en installant le fils d'Husseïn comme roi d'Irak et de la Transjordanie. Et 1919, le général britannique Allenby, avec les troupes arabes, combattant ensemble, marcha triomphalement sur Jérusalem et déclara que les croisades étaient finalement terminés. La Palestine resta un territoire sous mandat britannique (mandatée par la Société des Nations) jusqu'à ce que la Grande-Bretagne se retire en 1948 pour que les judéo-sionistes déclarent la création de l'Etat d'Israël.

L'Empire Ottoman Islamique a été gravement touché durant la guerre. Les Puissances alliées ont combiné leurs prouesses militaires avec une arme psychologique qui a eu des effets considérables pour l'Islam. Les Britanniques et les Français ont réussi à gagner le soutien militaire islamique de l'Inde, le Maghreb et d'autres régions, et ainsi, arabes et les musulmans non-arabes se sont battus contre leurs frères musulmans " turcs ". Le résultat fut que l'Empire Ottoman Islamique était non seulement défait, mais l'universalité de ses fondations islamiques étaient détruits. Sur les cendres de la défaite ottomane, les forces laïques et nationalistes turcs, dirigées par Mustafa Kamal, menèrent une guerre "après la guerre " avec tant de détermination que les pouvoirs las de la guerre européenne, ne pouvaient pas intervenir sur leur opinion publique intérieure, et ne pouvaient rien faire pour les empêcher d'infliger une cuisante défaite aux grecs, et de gagner ainsi, la liberté turque. Le Traité de Lausanne, signé en 1924, donna une reconnaissance internationale à ce qui a été gagné par les armes turques sur le champ de bataille.

b. Les nationalistes turcs et le Califat.

Les forces nationalistes turcs ont été en conflit constant avec le sultan-calife pendant plus de cinquante ans, ils luttèrent pour limiter ses pouvoirs grâce à un ordre constitutionnel qui remplacerait ce qu'ils considéraient être une dictature. Les forces nationalistes turcs, essentiellement laïques dans leurs perspectives politiques, étaient impressionnés par ce qu'ils percevaient comme supérieur dans la civilisation occidentale. Dans le sillage de la perte des villes de La Mecque et Médine, les musulmans avaient tant combattu contre eux dans la guerre, qu'ils se sentaient libérés de tout attachement. Mais l'ordre politique de l'ancien modèle de Dar al-Islam, ou République islamique, ne tarda pas à être transformé, par à un modèle moderne de l'ouest, en Etat-nation laïque : la République de Turquie.

Dans une telle transformation, la séparation de " l'église " et de l'Etat fut inévitable, c'est le fondement même du modèle occidental. En 1922, la nouvelle Grande Assemblée nationale turque, fidèle au nouveau modèle, a introduit et nommé Abdul Mageed, calife pour servir en tant que chef de " l'Eglise islamique ". Son califat,

cependant, a été dépouillé de tout pouvoir temporel. Inévitablement, le nouveau modèle devait décomposer dans le milieu islamique de la Turquie. Mais il n'a pas été, et n'est toujours pas possible de faire avec l'Islam, ce que les Européens ont fait avec le christianisme, après l'éclatement du Saint Empire Romain germanique. Le calife n'a pas été, et ne pouvait être, l'équivalent du pape. Il ne pouvait y avoir de place pour la laïcité politique dans le système islamique, car l'Islam ne reconnaît pas la division Église/État.

Il est vite devenu évident que le nouveau modèle d'un État-nation moderne ne pourrait émerger si l'institution du Califat restait. Il est également apparu des preuves (comme le soutien britannique pour le Mouvement du Califat en Inde) que les ennemis de la République kémaliste cherchaient en même temps à utiliser le calife pour déstabiliser la République et, éventuellement, supprimer Mustafa Kemal. Les forces nationalistes turques se sont rapidement et clairement aperçues que l'État-nation dans le milieu islamique se trouvait dans le courage de prendre le contrôle de l'Islam. Il n'est pas surprenant, donc, que la Grande Assemblée nationale turque adopta, le 3 Mars 1924, une loi abolissant le Califat. L'article 1 de la loi prévoyait: " Le bureau du califat est aboli. Le Califat est composé dans le sens qui convient au gouvernement (Hukumah) et à la République (Jumhuriyyah) ". L'adoption de cette loi a marqué un moment décisif dans l'histoire de la Oumma.

Après une période de treize cents ans durant laquelle l'institution du Califat a été universellement reconnue par les musulmans comme essentielle à leur religion. Le monde de l'Islam se trouvait désormais, au XIV^e siècle de son existence, sans un calife.

c) La réponse de l'Université Al-Azhar à l'abolition du Califat ottoman.

L'importance de l'abolition du Califat était telle, que l'article premier de la constitution disait : " le Califat a été remplacé par l'Etat laïque ". Une institution considérée comme une partie de la religion de l'Islam a été remplacée, sous l'impact de la pensée politique de la civilisation occidentale, par un système politique qui venait de l'Occident, et la terminologie (Hukumah et Jumhuriyyah) utilisée dans l'ancien modèle orthodoxe était maintenant récupérée dans un sens nouveau, pour s'adapter au nouveau modèle. Un aussi grand penseur que le Dr Muhammad Iqbal ne semble pas avoir bien compris la vraie nature du changement qui s'opérait.

Dans la mesure où le Califat faisait partie de la religion de l'Islam, il était très clair que la propagation massive d'innovations (du point de vue religieux) blâmables a été perpétrée; cela suppose qu'il faut une réponse religieuse appropriée. Vingt-deux jours après le passage de la loi dans la Grande Assemblée nationale turque, le recteur de l'Université Al-Azhar au Caire a rencontré le leader des oulémas de l'Université et a émis la déclaration suivante : " Le Califat, qui est synonyme de l'imamat, est une direction générale (ri'asah) en matière d'al-Din et d'al-Duniya. Sa fonction fondamentale est de veiller aux intérêts de la Millat et à l'administration de la Oumma." La désignation de ce " leadership " dans le bureau de l'imam a été défini comme suit : " ...L'adjoint du promulgateur de la loi religieuse pour la défense de la foi, pour l'application de ses préceptes et pour l'administration des affaires banales comme le prévoit la Charia. [...] L'Imam est l'Imam, en vertu du serment d'allégeance de la part de ceux qui ont le pouvoir de " lâcher et lier "(ahl al-Halli Wal- AQD), ou bien il peut être choisi par son prédécesseur pour lui succéder. [...] L'imamat peut également être acquis par la conquête dans le sens où si une autre partie maître du calife usurpe sa place, le calife aurait perdu son mandat. Parfois, l'acquisition par la conquête est renforcée par le serment d'allégeance ou par le choix du précédent calife comme cela a été le cas avec la majorité des Califes du passé. " La situation concrète face à eux est la nomination, condamné comme hérétique sans précédent dans l'islam, d'Abdul Majid comme califat, un califat dépouillé de son pouvoir temporel, - cela prit en charge par la Grande Assemblée nationale turque, pour l'abolition du califat.

Étant donné que ces hérétiques sont totalement incompatibles avec les préceptes de la foi, les oulémas ont conclu qu'un Congrès islamique devait être organisée, à laquelle des représentants de tous les peuples musulmans devaient être invités, afin d'examiner sur quelles épaules le Califat islamique devrait être placé. Telle était donc la première réponse sérieuse du monde de l'Islam à l'abolition du Califat ottoman. Mais il est important de noter que la proposition constitue un changement important du comportement politique traditionnelle dans le modèle orthodoxe de l'Islam. On pourrait même la décrire comme une innovation. Les oulémas propose d'utiliser un Congrès islamique, quoique avec des représentants de tous les peuples musulmans qui participent, de nommer un nouveau calife. Jamais, depuis la première moitié du premier siècle de l'histoire islamique, un calife a été élu par le peuple. Et jamais dans toute l'histoire de l'Islam, une assemblée ou un Congrès de tous les peuples islamiques, n'avait élu un calif. La proposition s'est heurtée à

des difficultés telles, que le Comité en charge de la planification pour le Congrès a substitué la question explosive de l'élection d'un nouveau calife, pour le moins controversée, à une simple analyse de la situation. La plus grande importance, cependant, c'est que pour la première fois depuis la période la plus lointaine de l'histoire du système politique musulman, l'idée a été avancée publiquement par un organisme prestigieux, que les affaires importantes de la Oumma pourraient être examinées, et que les décisions pourraient être prises, par une assemblée ou un congrès représentatif de tous les peuples musulmans.

Il est extrêmement difficile de déterminer si cela peut être attribuée à l'influence de la civilisation occidentale, comme Toynbee voudrait nous faire croire. Il n'en reste pas moins vrai que dans la mesure où le Congrès aurait utilisé la Choura (concertation) et l'ijma' (consensus), il aurait été plus proche de l'Islam orthodoxe.

CHAPITRE TROIS

La Conférence, le Caire, mai 1926.

Le Congrès pour le Califat, qui a finalement eu lieu au Caire en mai 1926, avait inscrit à l'ordre du jour l'étude des éléments suivants :

1. La définition du Califat et des qualifications requises du calife.
2. Le Califat est-il une nécessité en Islam ?
3. Qu'est-ce que le pacte du Califat ?
4. Est-il possible à l'heure actuelle de constituer un Califat qui remplirait toutes les exigences de la Charia ?
5. En supposant que la réponse au quatrième point soit négative, quelles mesures devraient être prises ?
6. En supposant que le Congrès décide qu'il faut nommer un calife, quelles mesures devraient être prises ?

Les délégués

Les délégués qui ont assisté au Congrès sont venus d'Égypte, de Libye, de Tunisie, du Maroc, de l'Afrique du Sud, de l'Inde néerlandaise (aujourd'hui l'Indonésie), du Yémen, du Hedjaz (aujourd'hui en Arabie Saoudite), de Palestine, d'Irak et même de Pologne. Ont brillé par leur absence de nombreux délégués de la Turquie, de la Perse (aujourd'hui l'Iran), de l'Afghanistan, du Nejd (aujourd'hui en Arabie Saoudite), ainsi que les communautés musulmanes de la Russie, la Chine et l'Inde. La Turquie a décliné l'invitation à participer prétextant que le pays n'avait pas de problème de Califat. La Perse, un pays chiite, n'a manifesté aucun intérêt pour le Congrès sunnite du Califat. Les musulmans de Russie, de Chine et de l'Inde, pourtant toutes des minorités vivant dans des milieux hostiles, ont adopté une position semblable. Ils sont restés loin de la conférence du Caire de mai 1926, qu'il considérait comme un simple exercice académique, un rassemblement dépourvu de tout pouvoir réel et peu susceptibles de leur offrir une aide et une protection concrète. Mais ils ont agi ainsi principalement en raison d'une conférence rivale organisée par un homme qui apparaissait comme une puissance véritable : 'Abdal-Aziz ibn Saoud. En fait, il craignait pour sa vie, de voir la ré-émergence du Califat, car il venait d'arracher les villes saintes de La Mecque et Médine pour son palais royal.

Enfin, parmi les délégués présents au Caire, il y avait le chef de la Sanussi : al-Sayyed Idris al-Sanusi, désigné comme émir de Barka et de Tripoli. On disait qu'il était fort probable qu'il soit élu calife si le Congrès décidait d'en élire un.

Sessions du Congrès

Le Congrès s'est réuni en quatre sessions, les 13, 15, 18 et 19 mai 1926. La première session consistait à " examiner les propositions et les présenter devant le Congrès ". Le Comité a immédiatement proposé que les travaux du Congrès se tiendraient "dans le secret ". Cette proposition a été rejetée à la quatrième session avec le résultat que nous possédons, comme un document public.

La Deuxième Commission a examiné les articles 1, 2 et 3 de l'ordre du jour, et la Troisième Commission a examiné les points 4, 5 et 6. Les rapports de la Deuxième et Troisième Commissions et des discussions et des décisions fondées sur ces rapports ont constitué la base même du travail du Congrès. Et c'est l'analyse de ces rapports que nous avons maintenant.

Dans la définition de l'institution du Califat, la Deuxième Commission s'est fondée sur les écrits des savants tel que Al-Mawardi, d'Ibn Khaldoun et d'autres. Ils ont particulièrement mis l'accent sur le fait que le calife doit combiner dans son leadership "le temporel" ainsi que "le spirituel", et que, deuxièmement, il ne peut y avoir qu'un seul calife à la fois, puisque, entre autres, le rôle de l'institution du Califat est d'unifier la Oumma.

[La suite, bientôt disponible inshaAllah]